



L'édito

MICHEL DARBELLAY
directeur de la Chambre
jurassienne d'agricultureDes efforts à
tous les niveaux

L'utilisation des produits phytosanitaires (PPh) et les risques qui s'y réfèrent font de plus en plus débat. La Chambre jurassienne d'agriculture est consciente de la nécessité de se préoccuper des risques tant pour les utilisateurs que pour les consommateurs et l'environnement. En ce sens, elle soutient le plan d'action de la Confédération qui vise à réduire les risques par différentes mesures, pour autant que le marché ou la collectivité supporte les surcoûts inhérents aux efforts entrepris et que le financement ne se fasse pas au détriment des aides actuelles dont l'agriculture bénéficie. Il est par ailleurs essentiel que l'agriculture ne soit pas seule à faire des efforts en matière de diminution des risques et que les utilisations dans le domaine privé, qui font souvent l'objet de mauvaises manipulations ou dosages, soient également concernées.

À l'image des médicaments utilisés dans la santé humaine, l'application de produits phytosanitaires dans les cultures ne doit pas être diabolisée. Elle se révèle dans bien des cas indispensable pour combattre des maladies et des ravageurs des cultures, de manière à éviter leur propagation et à assurer des rendements satisfaisants, garants d'un approvisionnement suffisant.

Des efforts devront être entrepris à tous les niveaux. Des mesures incitatives et pragmatiques conféreront au plan d'action les meilleures chances de déployer de véritables résultats sur le terrain. Mais la réussite dépend aussi du consommateur qui ne peut à la fois demander une réduction de l'utilisation des PPh et exiger en même temps des pommes rutilantes, exemptes de toute tare ou difformité et au prix le plus bas...

Produits phytosanitaires

Protéger les plantes, de manière raisonnée



■ Lors de saisons défavorables au niveau climatique ou des ravageurs, la protection des cultures à l'aide de produits phytosanitaires aide à garantir une production suffisante. PHOTO CJA

Depuis que les grandes guerres du siècle passé ont servi de laboratoire à l'industrie métallurgique et chimique, que d'évolution! Du DDT pour lutter contre les poux à l'agent orange utilisé pour faire table rase des forêts d'Asie, l'heure n'était pas à la précision. Aujourd'hui, les choses ont bien changé et l'application des produits phytosanitaires, en Suisse, est très cadrée pour protéger les cultures, nourrir la population et prévenir les impacts sur l'environnement, bien que des efforts soient encore à consentir.

Les plantes tombent aussi malade

Soigner ses plantes et contenir les ravageurs, c'est éviter de voir les rendements se réduire comme peau de chagrin. Ces actions révèlent une nécessité avérée, liée à un objectif commun à tous les producteurs, fournir des aliments de qualité et en quantité suffisante, tout en respectant les ressources.

Les agriculteurs pratiquant les fondamentaux de la lutte intégrée n'ont recours aux produits phytosanitaires (PPh) qu'en dernière nécessité, pour protéger les cultures. De nombreux témoignages de producteurs se rejoignent en ce sens: «On n'aime pas traiter! On ne le fait pas pour le plaisir mais lorsque c'est nécessaire.» Pour garantir leurs récoltes, les agriculteurs observent des dispo-

sitions très strictes et doivent tenir compte d'un dosage précis et le plus faible possible, de la météo, de la technique d'épandage et du stade de développement des adventices qui concurrencent les cultures.

Par rapport à l'agriculture conventionnelle, l'agriculture biologique permet de décrocher des marges un peu plus confortables qui compensent d'éventuelles baisses de rendement dues à des maladies ou ravageurs. Mais l'agriculture bio n'est cependant pas adaptée à toutes les exploitations et les consommateurs sont encore loin d'être prêts à payer un surcoût systématique pour leur alimentation. Les deux types d'agriculture sont donc complémentaires et le futur de l'agriculture jurassienne sera le prolongement de cette complémentarité.

Davantage de tolérance

Pomme trouée, bonne à jeter! Carotte tordue, on n'en veut plus! La grande distribution et les consommateurs sont très exigeants et ne tolèrent aucun écart aux standards établis souvent pour leurs propriétés pratiques plutôt qu'organoleptiques... Uniformisation, standardisation et perfection sont devenus le triptyque inconditionnel qui dicte nos actes d'achat. Les échecs répétés des actions des distributeurs visant à vendre des produits non-calibrés montrent bien la force

du filtre (im)posé sur nos paniers à commission. Ce choix de la perfection, dicté par le commerce et suivi par le consommateur, est totalement tributaire des traitements phytosanitaires que ce même consommateur refuse. En plus, les variétés choisies au magasin sont souvent les moins résistantes et les denrées les mieux adaptées à la cuisine ne le sont pas forcément au champ. Un travail d'information et de sensibilisation doit être fait à tous les niveaux de la chaîne alimentaire pour coordonner une transition vers une alimentation moins «parfaite» mais plus propre...

Conscients de cela, la sélection et la recherche s'attèlent à proposer des solutions efficaces (nouvelles variétés, produits de traitement biologiques, etc.) qui répondent à ces exigences parfois contradictoires.

Aussi peu que nécessaire

L'utilisation raisonnée des produits phytosanitaires par les producteurs suisses doit garantir une production de qualité. Si on arrêta soudainement d'utiliser les produits phytosanitaires, la production indigène chuterait brutalement. Il faudrait alors augmenter l'importation de produits alimentaires, en réduisant du même coup le suivi et la traçabilité, sans être sûr que le recours aux produits phytosanitaires soit plus raisonné. Les risques seraient exportés, mais pas réduits.

Aujourd'hui, la Suisse n'est pas prête à un abandon total de l'utilisation des produits phytosanitaires, mais elle met en œuvre des mesures (recherche, sélection, incitations, législation, etc.) pour réduire leur utilisation au minimum et augmenter leur efficacité au maximum. De nombreux défis comme les aléas climatiques ou les modes de consommation sont aussi à prendre en compte. Sur le long terme, l'objectif de réduction n'est possible que si les sélectionneurs, les chercheurs et les distributeurs y travaillent ensemble. Que si une approche, considérant les produits phytosanitaires dans leur environnement complexe incluant les producteurs, les intermédiaires, les consommateurs et la nature, est mise en œuvre.

Ignace Berret, animateur rural CJA

Éclairage

Les défis du plan d'action produits phytosanitaires

Le plan fédéral dont la consultation vient de se terminer vise à réduire de 50% les risques liés à l'utilisation des produits phytosanitaires d'ici à dix ans. Cet objectif ambitieux demande des mesures fortes. De nombreuses mesures garantissant l'élimination des produits, la protection des eaux ou la ré-



■ Un paradoxe existe entre le fait de demander une réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires et d'exiger en même temps une perfection visuelle des produits alimentaires. PHOTO AGRI

duction de l'utilisation sont déjà mises en œuvre depuis plusieurs années. Les mesures en amont de la production, rotation des cultures et paysages diversifiés, permettent également de limiter les besoins en traitements.

L'objectif supérieur du plan d'action est la «Réduction substantielle des risques pour l'être humain et l'environnement sans conséquences substantielles sur la production agricole». Pour cela, il s'agit d'inciter encore davantage les producteurs à utiliser d'autres moyens de lutte comme le choix de variétés résistantes, la lutte biologique ou la lutte mécanique. Parallèlement, l'utilisation de pesticides par les particuliers et les collectivités doit être maîtrisée.

La formation et l'information seront renforcées. Si les objectifs d'utilisation

durable des PPh sont atteints, une réduction des coûts dans l'agriculture, des risques pour l'environnement et des coûts externes supportés par la collectivité sont à espérer. Il s'agit maintenant de recréer un cadre de débat constructif autour de ce thème sensible pour un résultat bénéfique à l'ensemble de la société et en évitant des accusations trompeuses à l'égard d'une agriculture dont les efforts déjà entrepris ne sont pas toujours suffisamment reconnus.

Pour réussir ce plan d'action, il faudra toutefois faire quelques concessions du côté des consommateurs, comme se réhabituer aux pommes tachées et veiller à compenser les éventuelles pertes de rendement par des prix rémunérateurs. IB

Ce qu'il faut savoir

La quasi-totalité des exploitations suisses répond aux critères des Prestations écologiques requises (PER) qui imposent des standards de respect de l'environnement et des ressources.

Un tiers des céréales panifiables jurassiennes sont produites selon le cahier des charges du label IP-Suisse. Ce label caractérisé par sa coccinelle proscrit l'emploi de fongicides et d'insecticides.

12% des surfaces cultivées dans le canton suivent les normes de l'agriculture biologique. La croissance de l'agriculture biologique dans le canton est l'une des plus dynamiques du pays.

Dans le canton, le minimum de **7%** de la surface de l'exploitation consacré aux surfaces écologiques est souvent dépassé. Il est même doublé en moyenne (15% des surfaces). Il offre des milieux naturels favorables aux auxiliaires des cultures qui combattent les ravageurs de manière naturelle. Les réseaux écologiques, par des mesures complémentaires, assurent justement un maillage suffisant du territoire pour favoriser la biodiversité.

Le projet SolAirEau, mené depuis **4 ans** sur le territoire cantonal, encourage les agriculteurs à préserver les ressources par différentes mesures ciblées.

Cette liste non-exhaustive reflète l'engagement des agriculteurs du canton pour une production saine et durable. Des agriculteurs soucieux de faire toujours mieux. IB

Avec le soutien de

**PROCHES DE VOUS.
LES PAYSANS SUISSES.**
www.agriculture.ch

Suisse. Naturellement.

emmental
assurance